

- Page 1 : comment supprimer les CFP
- Page 2 : Fin du SPL ? ?
- Page 3 : DGFIP Patron voyou
- Page 4 : Stigmatisation des services
- Page 5 : Les raisons de la colère 1
- Page 6 : Remboursement de frais
- Page 6 : Actions sociales
- Page 7 : Augmenter les salaires...oui
- Page 8 : Méli-mélo
- Page 9 et 10 La section

# Le journal de ta section

## COMMENT SUPPRIMER LES TRESORERIES ET LES CENTRES DES FINANCES PUBLIQUES ? ? ? ?



## Il est temps de se réveiller... POUR UNE RENTREE EXPLOSIVE ! ! !

Pour une majorité d'entre nous, la période qui vient de s'écouler est celle des congés. Et après cette année encore difficile, ils étaient les bienvenus pour se reposer, profiter des siens et reprendre des forces.

En effet, dans tous les services de la DGFIP 06, l'année a été dure. Nos conditions de travail se détériorent de jour en jour, nous devons faire face à une charge de travail de plus en plus importante, certaines de nos missions disparaissent... tout cela dans un contexte de suppressions massives d'emplois.

Au 1er septembre, beaucoup d'entre nous auront des chaises vides à la place des collègues. Et, cerise sur le gâteau, notre rémunération stagne...Voire baisse ! L'année aura aussi été riche en mobilisations, en actions locales et nationales,

pour nos salaires, nos conditions de travail, nos emplois mais aussi pour la défense des services publics...

Face à ces mobilisations, la direction, locale comme générale, reste sourde à nos revendications et envoie notre administration droit dans le mur. La seule réponse qu'ils nous donnent, c'est...fusion de pôles, de services, simple « cache misère » qui ne règle rien sur le fond, bien au contraire.

Face à cette situation, il est urgent de rester mobilisés et de continuer à nous faire entendre, toujours plus fort, pour nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires, nos missions. La rentrée sera un moment fort pour nous faire entendre. Solidaires Finances Publiques y travaillera avec l'intersyndicale.

# LA DEMATERIALISATION DANS LE SECTEUR PUBLIC LOCAL

## CYNIQUE ?... VOUS AVEZ DIT CYNIQUE?

Depuis plusieurs années la DGFIP a pour grand projet (un de plus) la dématérialisation dans le SPL.

Pour les non initiés, il s'agit du scannage, de la numérisation des documents et de l'informatisation des données comptables des collectivités locales (mairies, hôpitaux, etc.) pour leur mise à disposition rapide et immédiatement exploitable par les collègues des trésoreries SPL. Compte tenu de la masse de papier «brassée» chaque jour, à viser dans des délais de plus en plus contraints, cette «révolution» apparaît comme une avancée pour les conditions de vie au

travail des agents, sans compter les «bienfaits» pour l'écologie (... et pourquoi pas les ours polaires).

Il est donc possible de se dire que la dématérialisation c'est bien pour tout le monde : les agents d'abord qui manipulent moins de papier, les divers acteurs utilisateurs qui manipuleront et rempliront moins de ce qu'ils qualifient aisément de «paperasse» et la planète (avec quand même un petit effet de mode).

Alors pourquoi une révolution qui ne manque pas d'un certain cynisme ?

Cynisme quand on sait que la dématérialisation a pour but le stockage des informations propres aux collectivités locales dans un silo appelé ATLAS, afin de pouvoir être d'abord visées par les collègues SPL pour comptabilisation dans HELIOS puis, dans un second temps utilisées par les Chambres Régionales des Comptes (CRC) pour validation des comptes des dites collectivités locales.

Cynisme quand on sait que la DGFIP part du pré supposé que tout ce système repose sur la qualité du travail en amont réalisé par les services ordonnateurs. En effet le PES V2 (Protocole Echange Standard des données

informatiques entre le progiciel de l'ordinateur et Hélios) bloque les plus grosses erreurs de l'ordo (80% d'après les formateurs de la DGFIP). Il ressort que travail des collègues sera tellement amélioré qu'il en sera réduit à certains aspects particuliers de leurs missions (notamment le contrôle interne). D'où un intérêt limité de garder un réseau étendu de trésoreries SPL. En Gestion Fiscale, le projet des Centres de contacts (CDC) a pour vocation de concentrer en un seul point les courriels et appels téléphoniques destinés à plusieurs SIP et SIE. L'exemple est posé par l'administration mais est il à suivre?

Pourquoi n'y aurait il pas une concentration des services SPL afin de réduire la voilure de ce secteur, dès lors qu'il n'est plus nécessaire d'y affecter autant d'agents? N'est ce pas ce que pense l'administration et n'envisagerait elle pas au passage, encore une quantité importante de suppressions d'emplois? Evidemment il s'agit d'un sujet hautement politique qui sera probablement soumis aux aléas de Réforme Territoriale Acte 2.

Alors, qu'est ce qui est le plus cynique dans tout cela?

**L'administration, qui sous couvert de qualité du travail, met à mal le Service Public en amoindissant le maillage territorial et en supprimant les emplois de proximité assurément!**

**Et puis, continuer avec le tout papier serait certainement «la pollution» à nos problèmes. Vous avez dit cynique?**

# La DGFIP est elle un « PATRON VOYOU »

L'expression « patron voyou » est diffusée périodiquement dans les médias depuis 2003 et l'affaire METALEUROP NORD (fonderie fermée en 2003)

Les 811 salariés de Métaleurop-Nord, ont appris le [17 janvier 2003](#) par un simple communiqué que leur usine - la plus importante fonderie de plomb et de zinc d'Europe – fermait sans aucun plan social et sans indemnité de licenciement prévus, ce qui a déclenché l'occupation de l'usine .

L'annonce de sa maison mère, Metaleurop SA, de ne plus assurer son fonctionnement avait indigné alors jusqu'au plus haut sommet de l'Etat,

Le président de la République Jacques Chirac parlait même de "*patrons voyous*" pour dénoncer la sauvagerie d'une fermeture sans préavis , ni plan social, ni même de participation au démantèlement d'un site pollué par plus d'un siècle d'activités.



Douze ans plus tard , la logique ultra libérale et la « pensée du patron voyou » infusent et se diffusent désormais jusqu'au plus haut sommet de la fonction publique.

La DGFIP est engagée depuis plusieurs années dans la « démarche stratégique » : stratégie issue du monde de l'entreprise qui a vu le jour dans les années 60 ,

Ce vulgaire « copié / collé » de la stratégie d'entreprise vers la DGFIP est lourd de conséquences pour nos

collègues qui doivent subir un démantèlement massif du réseau et des fermetures de structures au nom du principe « d'adaptation ».

Ainsi, les trésoreries en milieu rural sont déjà 448 à avoir fermé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ( voir le compteur de « solidaires finances publiques » disponible en ligne sur notre site),

Les annonces de fermetures et / ou de restructuration de services sont faites à la « va-vite », dans des délais de préavis toujours plus contraints et réduits, ne permettant pas aux agents de faire valoir leurs droits les plus élémentaires (comme le droit à mutation...) et aux OS de les accompagner et de les éclairer dans des décisions qui touchent à la fois la vie professionnelle et familiale.

Les études d'impact n'accompagnent jamais le démantèlement du réseau, malgré les demandes répétées de Solidaires 06 en CT et CHS CT.

Les risques psycho sociaux sont également sciemment ignorés et volontairement éludés de façon sournoise par la Direction locale alors même que cette typologie de risques représente près d'un risque professionnel sur trois.

Le plan social national, qui devrait en toute logique accompagner le démantèlement des structures de la DGFIP, sera financé bientôt de la poche même des agents en sursis pour 2015, avec Bruno Parent relégué dans le rôle d'un vulgaire et pathétique pickpocket de métro à 100 euros(dérobés aux agents)...

L'enjeu pour les mois à venir sera clairement de défendre les agents de la DGFIP contre la baisse de leur pouvoir d'achat et le comportement « indigne » de la DGFIP.

# STYGMATISATION DE CERTAINS SERVICES

## FAUSSES IDEES, FAUX PRETEXTES

### NE NOUS TROMPONS PAS DE CIBLE



De périodes en périodes, certains services sont montrés du doigt : mauvaise ambiance, mauvais collègues, mauvais travail.....et “ mauvaise réputation ”

Ainsi, les collègues dans ces services arrivent à se soupçonner et à s'accuser mutuellement de propos racistes, de manquement à la déontologie, de congés maladies abusifs, de persécution sur les uns et les autres.....

Ces rumeurs doivent cesser, il n'y a pas de raisons que les agents “ s'entretuent ” alors que les responsabilités ne se situent pas à ce niveau.....

### LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CAUSE ESSENTIELLE DES CONFLITS



Des services surchargés de travail,  
Des agents impuissants face à la masse de travail qui leur est demandée.

Des fonctionnaires montrés du doigt par l'opinion publique, manipulée par la publicité négative de nos dirigeants.  
Certains services confrontés à des populations difficiles en grande difficulté.

Les agents des finances publiques sont des agents consciencieux, ils sont soucieux du travail qui leur est confié et attachés à l'effectuer dans les meilleures conditions.

Beaucoup désespèrent de ne pouvoir venir à bout des tâches qui leurs sont données.

Beaucoup d'agents sont en arrêt maladie car ils n'arrivent plus à faire face à la charge de travail qui leur est demandée tous les jours dans les services et ceux qui restent se plaignent de l'absence des premiers.

**Ne nous trompons pas de cible, ce n'est pas en pointant du doigt le voisin que nous ferons avancer nos conditions de travail.**



C'est au contraire en nous rassemblant, en trouvant ensemble des moyens de fonctionner, dans la tolérance et le respect des autres, que nous parviendrons à avancer.

*C'est en exigeant des créations d'emplois et le remplacement des absences dans les services que nous trouverons des solutions à nos problèmes et que nous pourrons rendre un service public de qualité.*



## La nouvelle rémunération des fonctionnaires: le RIFSEEP en 3 mots

### ARBITRAIRE INDIVIDUALISATION INEGALITE

Le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) s'appliquera à toute\* la fonction publique d'état et remplacera Toutes\* les autres primes dès le 1er janvier 2017.

Il se compose de deux parties:

**LA PLUS NOCIVE:** l'indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE):

**Fonction:** classement en différents groupes. Le rattachement à un groupe dépend de l'autorité locale (directeur régional ou départemental) avec un classement type théoriquement fourni par chaque ministère.

**Sujétions:** classement en fonction des contraintes du poste. Complètement aléatoire et soumis au bon vouloir de l'autorité locale en fonction de ses affinités, de ses priorités et de ses objectifs.

**Expertise:** selon la connaissance du métier réelle ou supposée de l'agent et évaluée par la hiérarchie locale.

Sur tous ces points, aucune possibilité d'intervention des représentants des personnels. Les différentes cotations ne sont pas soumises aux CAP. Les recours contre ces cotations sont impossibles en pratique.

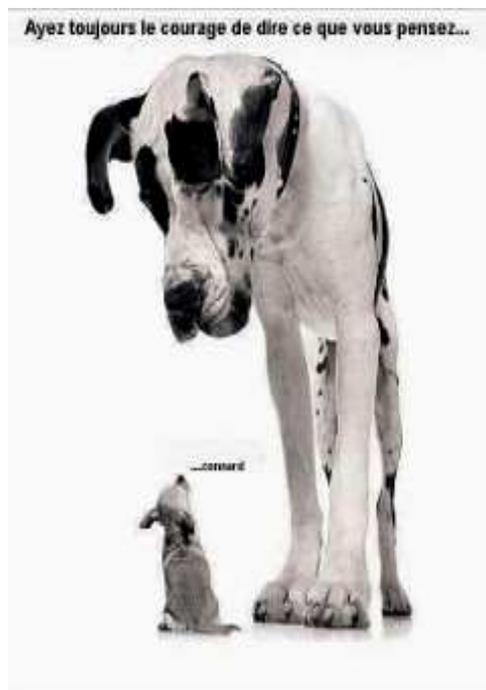
Un complément annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Tout est dans l'énoncé, ce sera fonction de l'évaluation de l'agent par le supérieur et il pourra représenter de 10% (cat C) à 15% (cat A) du régime indemnitaire.



**POUR LES SYNDICATS FO, SOLIDAIRES ET CGT, C'EST NON**

## Le remboursement des frais de déplacement et d'hébergement pour les candidats aux concours :



Il y a deux ans, chaque agent pouvait passer les écrits des concours A, B et C sur Nice. Aujourd'hui, pour faire des économies, la DG a décidé que tous les concours auraient lieu à Marseille, ce qui induit des avances de frais pour celles et ceux qui souhaitent évoluer dans leur carrière et qui décourage celles et ceux qui ne peuvent, pour des raisons familiales ou personnelles, passer plusieurs jours sur Marseille.

La DG a passé un nouveau pallier dans la mesquinerie en décidant de ne rembourser qu'une seule fois par an les dépenses liées au passage des épreuves d'admissibilité ! Mais si vous passez les épreuves d'admission, vous pourrez toujours avoir la possibilité de demander le remboursement de ces frais.

Non seulement le point d'indice est gelé depuis 2010, non seulement la prime de performance de 150 € passera à 100 € cette année, mais en plus il faut maintenant payer pour aller passer les concours

## ACTION SOCIALE OU ANTISOCIALE ? AS TU PERDU TON SANG FROID ?



Dans la rubrique « rebondissements divers » : nous trouvons l'action sociale de notre département. Là où les agents pourraient trouver à minima de l'aide pour leur quotidien et au maxima un havre de paix, pour se reposer de l'agitation des services, se trouve une agitation encore plus grande. La mise sous haute surveillance de l'action sociale 06 par le secrétariat général (sous direction de l'action sociale) a semble t'il généré plus de stress que ce qu'il n'en a comblé. En effet dans un contexte où plus que jamais les agents ont besoin de conseils et d'assistance dans leur quotidien (logement, prêts, restauration....) la délégation de l'action sociale des Alpes Maritimes ressemble à une terre brûlée où les vocations se perdent dans des conditions de travail délétères et déplorables. Le secrétariat général a pensé trouver des solutions miracles en nous imposant des collègues issus de leur rang sensés relancer la

machine.

Pour l'instant nous n'avons constaté aucun effet et sommes toujours dans l'attente du résultat de l'audit promis sur les logements sociaux.

Nous osons espérer que nos avis et souhaits dans l'instance du Conseil Départemental de l'action Sociale puissent un jour enfin être écoutés et entendus.

# Augmenter les salaires, c'est possible !!!

Une alternative aux politiques d'austérité du gouvernement et du patronat est possible. Il suffit de répartir de manière radicalement différente les richesses entre le travail et le capital. Cela passe par une augmentation conséquente du pouvoir d'achat de toutes et tous.



Les injustices sont criantes et scandaleuses, nous devons y mettre fin. Elles se caractérisent par une paupérisation, un recul du pouvoir d'achat et de la reconnaissance des qualifications. En face, les riches sont de plus en plus riches, les inégalités sociales n'ont jamais été aussi importantes.

De plus en plus de voix s'élèvent contre cette situation sociale : les OS exigent l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des privés d'emplois. Un sondage du CSA/Les Echos de juin 2015, montre que 56% des actifs pensent qu'il faut privilégier le pouvoir d'achat.

Depuis juillet 2010, la valeur du point d'indice, socle de tous les traitements, est purement et simplement gelée. Il est urgent de rompre avec cette politique inacceptable et scandaleuse.

## UNE SITUATION CATASTROPHIQUE :

Alors que des pertes s'étaient déjà accumulées les années antérieures, la situation s'est encore largement aggravée depuis 2010, puisque, uniquement sur ces 5 dernières années, le décrochage brutal avec l'inflation a atteint plus de 5% ! **Chaque mois, c'est de 90 à 110 euros de perte mensuelle pour un agent de catégorie C ; de 125 à 145 euros pour un agent de catégorie B ; de 170 à 245 euros pour un agent de catégorie A.**

Si on prend en compte le décrochage du point d'indice par rapport à l'inflation depuis le 1er janvier 2000, les pertes sont trois fois plus importantes (15% de perte de pouvoir d'achat).

L'augmentation des cotisations pour les pensions vient, depuis 2011, diminuer encore le salaire net à percevoir : 20 à 25 euros de

perte mensuelle pour la catégorie C, 30 à 35 pour la catégorie B, 40 à 60 pour la catégorie A. Il faut impérativement mettre un terme à cette spirale infernale, de non reconnaissance des qualifications et d'écrasement des carrières. Rappelons aussi que de meilleurs salaires, c'est de meilleures retraites.

## DE MEILLEURS SALAIRES, C'EST MIEUX POUR L'ÉCONOMIE :

Augmenter les salaires, c'est juste et nécessaire socialement. C'est aussi du mieux pour l'économie.

À rebours des cadeaux financiers aux entreprises, qui ne servent qu'à alimenter les dividendes et l'industrie financière, donner du pouvoir d'achat supplémentaire, c'est un véritable plus pour l'économie et l'industrie réelle.

Le véritable moteur pour une croissance saine et pérenne, c'est bel et bien la consommation des ménages.

En faisant régresser le pouvoir d'achat des salariés - et, singulièrement, des 5 millions d'agents de la Fonction publique - nos dirigeants suivent exactement le chemin inverse de celui qu'il faudrait prendre.

**AUGMENTER LES SALAIRES, oui C'EST POSSIBLE, ET C'EST URGENT**

Si on recule encore l'âge de la retraite,  
Les "pots de départ" risquent de changer...



Si tu ne fais rien ton tour  
risque d'arriver aussi...

Se battre est vital.

ON LÂCHE  
RIEN !



**NOUS PARTONS EN VACANCES!  
VOUS AUSSI...**



**Grâce à qui ?**

Les congés payés  
Remerciez les grévistes  
de 1936 vous savez  
CEUX QUI VOUS PRENAIENT  
EN OTAGE

## PEUPLE RÉVEILLE-TOI

PENDANT QUE VOUS ÊTES LÀ À VOUS INSULTER QUOTIDIENNEMENT, DES CHOSSES GRAVES SE PASSENT VOUS CONCERNANT... DES GENS SONT EN TRAIN DE DÉCIDER À VOTRE PLACE DE QUE SERA VOTRE VIE. ET FONT TOUT POUR VOUS ABRUTIR ET VOUS MAINTENIR OCCUPÉS, LOIN DE TOUTE ACTIVITÉ INTELLECTUELLE. REPRENEZ VOTRE EXISTENCE EN MAIN, INSTRUISEZ-VOUS, FAITES VOS RECHERCHES, SOYEZ CURIEUX, RENOUVEZ AVEC LA LECTURE.

LA GUERRE SILENCIEUSE EST LÀ



TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER!



Ils se sont battus  
pour obtenir les avantages que nous avons  
aujourd'hui  
Et Nous aujourd'hui nous fermons nos  
bourses et nous laissons tout  
foutre le camp



## MEMBRES DE BUREAU

**SECRETARE DEPARTEMENTAL : Pascal MANDINE 06.02.69.54.18**

**SECRETARE ADJOINT : Danielle GROSSO 06.02.68.35.54**

**SECRETARE ADJOINT : Nicolas EZZAHI 06.02.68.35.54**

**TRESORIERE : Marie-Laurence POUGET 04.92.09.45.88**

**TRESORIERE ADJOINTE : Anne GRAZIANI 04.92.09.46.72**

**Bruno FERRAND**

**Isabelle CARQUET**

**Catherine BITZER**

**Daniel AMSLEM**

**Johanna SUBE**

**Patrick BUREAU**

**Madjid AGAGUENA**

**Alexandrine VILLARD**

**Cyril BENOIT**

**Katia GUELENNEC**

**Jean Philippe ROGER**

**Thierry AUTRUC**

**Alexandre DELETTRE**

**Cécilia CAMAYOR**

**Anne GRAZIANI**

**Jean Luc MARROT**

**Matthieu CRESTA**

**Alain NIGON**

**Stéphanie ROBERT**

**Brigitte FREDE**

**Sabine DAX**

**Guy CHIQUET**

**Brigitte MENTEUR**

**Babette BIENVENUE**

**Eliane PARENTEAU**

**Annie ARNAUD**

**Laurence DONATIEN**

**Christophe CHOVEAU**

**Alexis IMBERT**

**Dominique POYAT**

**Thomas KALFAOUI**

## CORRESPONDANTS CFP

### ANTIBES

JEAN LUC MARROT 04 92 93  
76 99

### CANNES :

BRUNO FERRAND 04 93 09 46  
12

### CAGNES/MER :

FREDERIC SAILHAC 04 92 02  
45 59

### CAGNES/MER :

THIERRY AUTRUC 04 92 02 54  
97

### CADEI SIP/SIE EXTERIEUR ET

ARENAS : ALEXANDRE  
DELETTRE

### CADEI SIP/SIE COLLINES ET

OUEST : NICOLAS EZZAHI 06  
49 69 07 81

### GRASSE SIP/SIE

ISABELLE CARQUET 04 93 40  
36 54

### GRASSE CDIF:

CATHERINE BITZER 04 9340  
36 13

### GRASSE CH :

JEAN  
CHRISTOPHE SAXE 04 93 40  
36 33

### LE CANNET :

PASCALE LEHOUELLEUR 04  
92 18 76 50

### MENTON CF :

ANNIE  
MARCUCCI 04 93 28 62 89

### CADEI SIP EST:

CATHERINE OLIVIER 04 92 09  
48 84

### CADEI BRIGADE F I:

GUY CHIQUET 04 92 09 45 85

### CADEI PRS:

ANNE GRAZIANI 04 92 09 46  
72

### CADEI SPF 1 A 4:

MARIE  
THERESE GHISLAIN 04 92 09  
47 70

### CADEI CDIF 1 A 2:

THOMAS KALFAOUI 04 92 09  
47 45

### CADEI POLE CE 1 A 3 :

MICHELE SPRENGER 04 92 09  
46 41

### NICE BCR :

NICOLAS EZZAHI 06 49 69 07  
81

### CADEI SIP/SIE CENTRE SIE

EST : STEPHANIE ROBERT 04  
83 06 87 01

### CADEI ACCUEIL/COURRIER :

PASCAL MANDINE 04 92 09 45  
88

### POLE PATRIMONIAL/DFE :

DANIELE PONS 04 92 09 45 71

### NICE PAILLON SIP/SIE :

PATRICK BUREAU 04 83 06 16  
40

DDFIP 06 :  
BRIGITE MENTEUR 04 92 17  
76 72

NICE BDV :  
DOMINIQUE GRAZIANI 04 92  
09 45 88

VALBONNE :  
ALAIN NIGON 04 97 15 54 47

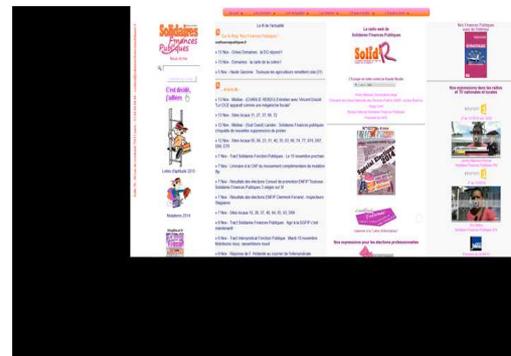
## CORRESPONDANTS TRESORERIES

NICE MUNICIPALE: NICOLAS EZZAHI 06 49 69 07 81  
NICE HLM: MALIKA OUNI 04 97 25 45 68  
NICE AMENDES: NICOLAS EZZAHI 0649 69 07 81  
NICE PAIERIE DEP JEAN BAPTTISTE DIARD 04 97 03 04 57  
ANTIBES : STEPHANIE ROBERT 04 83 06 87 01  
BREIL: FREDERIC BLANCHON 04 93 04 35 15  
CANNES CH: PASCAL MANDINE 06 71 00 03 22  
CANNES MUNICIPALE : NICOLAS EZZAHI 06 49 69 07 81  
CONTES : PASCAL MANDINE 06 71 00 03 22  
GRASSE MUNICIPALE : PASCAL MANDINE 06 71 00 03 22  
LE CANNET : VALERIE BASTIDE 04 92 18 76 06  
L'ESCARENE : FABIEN FONDEVOLLE 04 93 13 53 24  
LE BAR/ LOUP : ALAIN NIGON 04 97 15 54 47  
LEVENS : CHRISTINE PICHARD 04 92 17 59 04  
MENTON : KATIA GUELENNEC 04 93 28 71 55  
MOUGINS : NICOLAS EZZAHI 06 71 00 03 22  
PUGET THENIERS : DANIELLE GROSSO 04 92 09 48 93  
ROQUEBILIERE : SYLVIE GIRIBALDI 04 93 02 24 26  
ST LAURENT/ VAR : FRANCESCO SANNA 04 93 19 54 18

# Retrouvez nous

# Solid'R

LA RADIO SOLIDAIRE DE TOUS LES AGENTS DE LA DGFIP !



**NE LACHE RIEN !!  
TON AVENIR EN  
DEPEND**

